

Flash Economie

29 juin 2017 - 778

Est-il important de lever les obstacles à la dynamique schumpeterienne ?

Beaucoup d'économistes et d'hommes politiques pensent que la croissance (les gains de productivité) vient de la dynamique schumpeterienne : de la transformation d'emplois, d'entreprises, de secteurs d'activité en emplois, entreprises, secteurs d'activité plus sophistiqués, plus productifs.

La bonne politique économique consiste à éliminer les obstacles à cette dynamique schumpeterienne :

- protection excessive de l'emploi qui maintient trop longtemps les emplois dans les « vieilles » entreprises ;
- barrières à l'entrée, faiblesse de la concurrence, qui protègent les « vieilles » entreprises, les vieilles technologies ;
- taxation trop forte des revenus du capital, qui décourage les ménages d'épargner dans le capital des nouvelles entreprises ;
- faiblesse des compétences de la population active, qui empêche la montée en gamme des emplois et la modernisation du capital des entreprises.

Pour nous demander si cette théorie de la croissance, et les politiques économiques associées, sont les bonnes nous regardons comment, entre les pays de l'OCDE, les gains de productivité sont corrélés :

- à la protection de l'emploi ;
- à la sévérité de la réglementation des marchés des biens ;
- à la taxation des revenus du capital ;
- aux compétences de la population active ;
- au degré de robotisation de l'industrie.

Nous voyons que jouent un rôle pour expliquer les gains de productivité, la réglementation des biens (qui doit être faible), la protection de l'emploi (qui doit être également faible) et les compétences de la population active (qui doivent être élevées).

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

www.research.natixis.com

BANQUE DE GRANDE CLIENTELE
EPARGNE ET ASSURANCE
SERVICES FINANCIERS SPECIALISES

Les politiques économiques associées à la croyance dans la dynamique schumpeterienne

Ceux qui croient à la dynamique schumpeterienne pensent que la croissance (les gains de productivité) viennent de la transformation des emplois, des entreprises, des secteurs d'activité en emplois, entreprises et secteurs d'activité où le niveau et la croissance de la productivité sont plus élevés. **Pour stimuler la croissance, il faut donc éliminer les obstacles à la dynamique schumpeterienne, c'est-à-dire :**

- **la protection excessive de l'emploi**, qui maintient les salariés dans les vieux emplois peu productifs ;
- **les barrières à l'entrée, l'absence de concurrence**, qui protègent les entreprises obsolètes ;
- **la taxation forte des revenus du capital**, qui empêche que l'épargne finance les nouvelles entreprises ;
- **la faiblesse des compétences de la population active** qui est un obstacle à la montée en gamme des emplois et à la **modernisation des entreprises**.

Pour nous interroger sur la pertinence de cette théorie et des politiques économiques associées, nous allons **comparer**, pour **les pays de l'OCDE du tableau 1, la croissance de la productivité par tête de 2002 à 2016** avec :

- **le degré de protection de l'emploi** (à durée indéterminée) mesuré par l'OCDE ;
- **la sévérité de la réglementation des marchés des biens**, mesurée par l'OCDE ;
- **le taux d'imposition des revenus du capital** ;
- **les compétences de la population active**, mesurées par l'enquête PIAAC de l'OCDE ;
- **le stock de robots industriels** par emploi de l'industrie,

tous mesurés en moyenne sur la période 2002-2016.

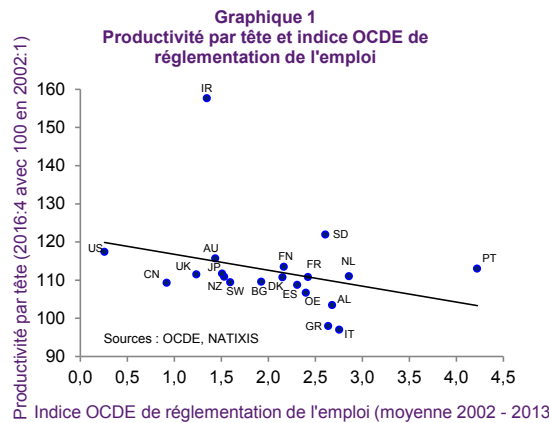
Tableau 1 : les 20 pays de l'OCDE examinés

Etats-Unis	Allemagne	Belgique	Grèce
Canada	France	Autriche	Suisse
Suède	Espagne	Finlande	Japon
Danemark	Italie	Portugal	Australie
Royaume-Uni	Pays-Bas	Irlande	Nouvelle Zélande

A quoi sont associés les gains de productivité ?

1- Protection de l'emploi

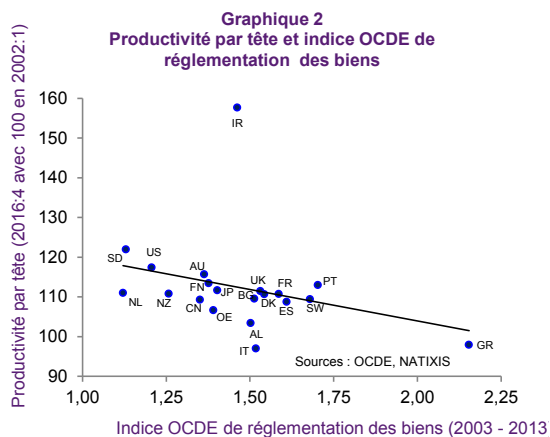
Le **graphique 1** compare la **progression de la productivité par tête de 2002 à 2016** et le **degré de protection de l'emploi à durée indéterminée** (en moyenne sur 2002-2016)



On voit une corrélation légèrement négative entre ces deux variables.

2- Règlementation des marchés des biens (concurrence)

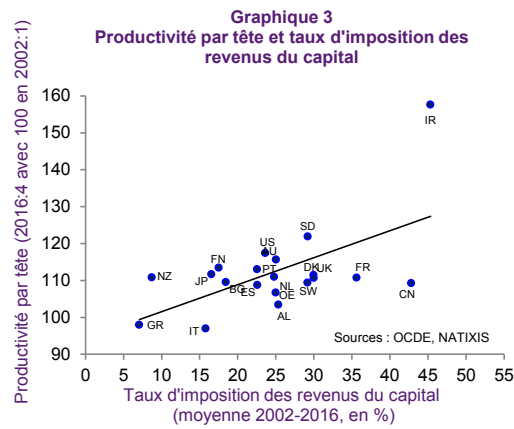
Le **graphique 2** compare la **progression de la productivité par tête de 2002 à 2016** et la **sévérité de la règlementation des marchés des biens** (en moyenne de 2002 à 2016).



On voit aussi une corrélation négative entre ces deux variables, le cas de l'Irlande étant particulier.

3- Taux d'imposition des revenus du capital

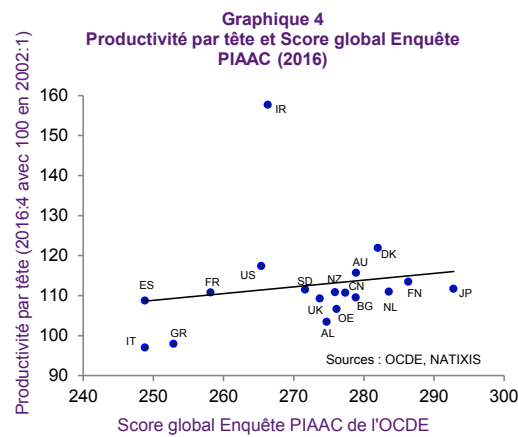
Le **graphique 3** compare la progression de la productivité par tête de 2002 à 2016 et le **taux d'imposition des revenus du capital** (en moyenne de 2002 à 2016).



On observe que la corrélation négative attendue n'apparaît pas.

4- Compétences de la population active

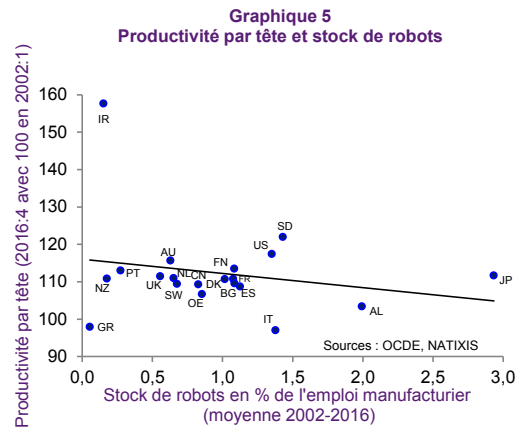
Le **graphique 4** compare la progression de la productivité par tête de 2002 à 2016 et les **compétences de la population active** mesurées par l'enquête PIAAC de l'OCDE.



On voit une corrélation positive, si on omet le cas de l'Irlande.

5- Modernisation du capital des entreprises

Le **graphique 5** compare la progression de la productivité par tête de 2002 à 2016 et le stock de robots industriels en pourcentage de l'emploi industriel, en moyenne aussi de 2002 à 2016. Un faible compétence de la population active peut en effet se traduire par une difficulté à moderniser le capital.



On voit l'absence de corrélation significative.

Synthèse : faut-il lever les obstacles à la dynamique schumpétérienne pour stimuler la croissance ?

Lever les obstacles à la dynamique schumpeterienne (protection trop forte de l'emploi, barrières à l'entrée, taxation forte des revenus du capital, faibles compétences de la population active conduisant à une faible modernisation du capital) **devrait faciliter la transformation des emplois, des entreprises et des secteurs d'activité en emplois, entreprises et secteurs d'activité plus productifs.**

La comparaison des pays de l'OCDE montre que les gains de productivité sont associés à une faible protection de l'emploi, à une forte concurrence sur le marché des biens et à des compétences élevées de la population active.